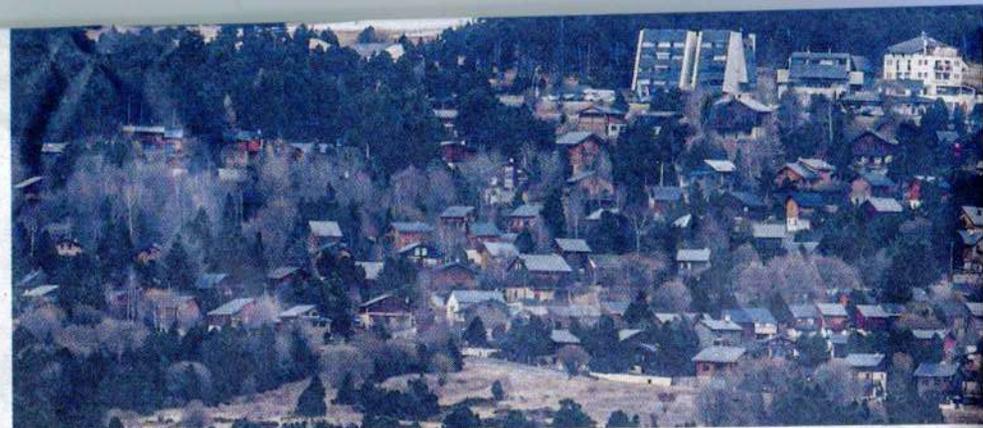


Pyrénées-Orientales **Les stations de** **ski tout schuss** **vers les** **réserves d'eau**

Alors que la sécheresse se poursuit malgré l'hiver dans un département soumis à de sévères restrictions d'usage, associations et écologistes dénoncent un accaparement de



Alors que la sécheresse se poursuit malgré l'hiver dans un département soumis à de sévères restrictions d'usage, associations et écologistes dénoncent un accaparement de la ressource par une activité anachronique perfusée à la neige de synthèse.



La station-village de Porté-Puymorens, dans le sud-ouest des Pyrénées-Orientales,

Par
MARGAUX LACROUX

Les nappes des Pyrénées-Orientales restent à des niveaux historiquement bas, s'inquiétait mercredi le Bureau de recherches géologiques et minières. Alors que les flocons tombent dru sur le nord du pays, la sécheresse perdure dans ce département, même en plein hiver, époque à laquelle les stocks se rechargent d'ordinaire (*lire ci-contre*). Comment alléger davantage la pression sur les ressources à l'avenir? Faut-il étendre les restrictions qui pèsent, au moins jusqu'en février, sur les habitants, les industriels ou les agriculteurs à la production de neige artificielle sur les hauteurs pyrénéennes? Les sept stations de ski des Pyrénées-Orientales, toutes équipées de canons à neige, ne devraient-elles pas être concernées par ces mesures? Plusieurs lecteurs ont interpellé *Libération* à ce sujet. Sollicitée, la préfecture n'a pas répondu à nos questions. «C'est un peu tabou. On parle d'un prélèvement d'eau en amont, presque à la source», alors que les restrictions visent d'ordinaire les activités économiques en contrebas, note Vincent Vlès,

professeur émérite des universités en aménagement et urbanisme, spécialiste des stations de ski pyrénéennes, qui a vécu quinze ans dans le département. «Des restrictions pour les stations de ski, ça n'arrivera pas», parie Valérie Paumier, de l'association environnementale Résilience Montagne. Et de dénoncer «un accaparement de l'eau pour 7% des Français qui skient» et un manque d'adaptation au changement climatique.

«ÇA INTERPELLE AU-DELÀ DU MILIEU ÉCOLO»

Alors que la pénurie de pluie se poursuit cet hiver pour la troisième année consécutive, Font-Romeu Pyrénées 2000, exploitée par le gestionnaire Altiservice, est particulièrement visée par les critiques. La colère a commencé à monter l'hiver dernier: au cours d'une saison record en termes de fréquentation, plusieurs communes ont manqué d'eau dans le bassin-versant où la station pompe son eau, celui du fleuve côtier la Têt. Font-Romeu Pyrénées 2000 a l'autorisation de prélever près de 500 000 m³ dans le lac du barrage haut perché des Bouillouses, qui en contient 18 millions lorsqu'il est plein. Mais

en février dernier, la production d'électricité a dû s'arrêter car il ne restait que 2,7 millions de m³. Le «château d'eau» de la vallée alimente aussi la Têt – qui coule jusqu'à Perpignan – actuellement très affaiblie mais essentielle pour les agriculteurs, la biodiversité et l'alimentation en eau potable de la plaine du Roussillon, en situation de crise.

«Plus la sécheresse s'aggrave dans le département, plus ça interpelle au-delà du milieu écolo. Des maraîchers en contrebas commencent à se demander pourquoi Font-Romeu prend de l'eau sans restrictions», constate David Berrué, porte-parole Les Ecologistes-Pyrénées catalanes, qui dénonce un «partage inégal» de la ressource. Face à la pénurie, «l'agriculture ou la neige de culture: il faudra choisir!» avertit-il.

Et de remettre en question l'autorisation de pompage qui date de 1976. «Il y a un accord entre la commune de Font-Romeu et le gestionnaire du barrage car la station a des problèmes pour préparer les pistes en entrée d'hiver et prolonger la saison», précise Vincent Vlès. Font-Romeu a toujours dû recourir à la neige artificielle, et en a de plus en plus besoin pour pouvoir subsister.» Mais ce système a des limi-

tes, comme l'a récemment pointé la chambre régionale des comptes d'Occitanie. Dans un rapport publié en juin, elle estimait que le risque de restrictions concernant la production de neige sur la station de Font-Romeu n'était «pas faible», compte tenu de la sécheresse hivernale en cours et à venir, et que cela remettrait en cause la pérennité de ce modèle.

«DES PISTES ENNEIGÉES AU MILIEU DE LA SAVANE»

Avec 510 canons à neige, la station continue pourtant tout schuss vers les flocons artificiels, qui peuvent recouvrir plus de 80% de son domaine skiable. Certes, des radars mesurant avec précision la hauteur de neige permettent aux dameuses de répartir au mieux l'or blanc sur les pistes. Et cette optimisation conduit à «utiliser moins d'eau qu'auparavant», insiste le directeur de la station, Jacques Alvarez. «On n'attend pas qu'on nous restreigne, on se restreint nous-même, et on ne produit que la neige strictement nécessaire pour réussir la saison de ski», argue-t-il, mercredi, alors qu'il pleut sur ses pistes. Il assure que les prélèvements d'eau ont été réduits de 30% en quatorze ans et que le lac des



L'année 2024, un bon cru pour les nappes

L'essentiel des réserves s'est rechargé grâce aux pluies hivernales, affichant désormais des niveaux élevés. Mais la situation demeure inquiétante dans le bassin méditerranéen.

Après deux ans de sécheresse, 2024 commence sous de meilleurs auspices pour la grande majorité des nappes phréatiques de la métropole. Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a annoncé mercredi que 56% d'entre elles affichaient des niveaux plus hauts que la normale début janvier, preuve que la tendance est durablement en train de s'inverser. L'hiver est une saison cruciale pour la reconstitution des stocks d'eau. Les pluies abondantes tombées ces deux derniers mois ont enfin permis d'enclencher une période de recharge efficace pour les ressources souterraines. Les nappes de la Bretagne, de la Nouvelle-Aquitaine, du Nord, du Massif central ainsi que du Grand Est affichent des

remonter et sont proches de la normale. Idem pour l'Est lyonnais, le Sud-Est et la Corse. Si les précipitations se poursuivent, elles pourraient totalement se reconstituer d'ici à la fin de la saison. «*La situation est majoritairement très satisfaisante et laisse espérer des niveaux satisfaisants en sortie d'hiver*», conclut le BRGM.

Restrictions. Cette bonne nouvelle ne doit pas éclipser la situation toujours «*préoccupante*» sur l'arc méditerranéen et dans le couloir de la Saône. Les nappes côtières du Languedoc et celles de la plaine du Roussillon sont encore dans le rouge : l'avenir reste ainsi incertain pour l'Aude, l'Hérault et une partie du Gard. Dans ces zones, «*le début de la recharge est déficitaire, il ne pleut pas du tout, ou très très peu, et insuffisamment pour que ça améliore la situation qui était déjà critique cet été*», avertit Violaine Bault, hydrogéologue du BRGM. Le niveau est également historiquement faible dans les Pyrénées-Orientales assoiffées, malgré des restrictions d'eau qui ont limité la casse. «*Dans beaucoup de secteurs, c'est encore plus bas que l'année dernière*», précise



le 3 janvier. PHOTO ED JONES. AFP

Bouillouses est plus rempli que l'an dernier, où il était au plus bas.

Malgré une quasi-absence de neige naturelle fin décembre, la station a fait le plein de vacanciers à Noël : les bandes blanches de Font-Romeu se détachaient dans le paysage de montagne assoiffée. «C'est saugrenu de voir les pistes enneigées au milieu de la savane, il ne manquait que les girafes», rit jaune David Berrué, qui dénonce ce «*techno-solutionnisme*». Depuis, un peu de neige a enfin saupoudré les sommets. «C'est le flocon qui cache

«On a une politique toujours ancrée dans les Trente Glorieuses. Il y a un déni de la nécessité de transformer les modes de production et de consommation.»

Vincent Vlès

Professeur émérite des universités

le désert, balaie le porte-parole. Nous ne sommes pas contre le ski. Mais, étant donné la situation météo du moment et les perspectives climatiques à venir, est-ce rendre service à l'économie de la neige que de lui permettre de subsister en multipliant les palliatifs ?»

«On s'évertue à promouvoir le tout-ski dans une zone qui se désertifie et dans des bassins-versants où on n'a plus d'eau au robinet, c'est hyper choquant», rebondit Valérie Paumier, de l'association Résilience Montagne. Plusieurs communes dont les ressources en eau potable restent fragiles sont actuellement sous surveillance. Sans en être directement responsable, la neige de culture modifie le cycle de l'eau. D'abord, elle met plus de temps à fondre, et donc à regagner la vallée. Et surtout, l'eau utilisée pour les pistes ne repart pas en totalité dans le bassin-versant de la Têt : plus de la moitié bascule de l'autre côté des Pyrénées, vers le bassin de la Sègre, affluent de l'Ebre, qui alimente Barcelone. Finalement, peu importe, tranche Vincent Vlès : «La question du partage de l'eau se fait non pas entre Etats mais entre activités et besoins des populations. Il faut étendre la réflexion à l'ensemble des bassins-versants, et pas seulement

nes. Les nappes de la Bretagne, de la Nouvelle-Aquitaine, du Nord, du Massif central ainsi que du Grand Est affichent des niveaux hauts, voire très hauts, soit «une situation très satisfaisante».

Normale. Les nappes du bassin parisien, qui mettent naturellement plus de temps à se recharger, sont elles aussi en train de

malgré des restrictions d'eau qui ont limité la casse. «Dans beaucoup de secteurs, c'est encore plus bas que l'année dernière», précise la scientifique. Cet hiver sera donc insuffisant pour reconstituer la totalité des stocks dans le département et plusieurs années seront nécessaires pour y parvenir... à condition que la pluie revienne.

M.Lx

à l'aval. C'est aux responsables politiques de s'en emparer, c'est leur rôle que d'anticiper ce type de problème.»

«ON DOIT PASSER DANS LA PHASE DU RENONCEMENT»

Sur les hauteurs pyrénéennes, ce chantier traîne. «On a une politique toujours ancrée dans les référentiels du passé, les Trente Glorieuses, ajoute Vincent Vlès. Il y a, chez les élus locaux et les opérateurs de la neige, un déni non pas du changement climatique mais de la nécessité de transformer totalement les modes de production et de consommation au lieu de recourir à des rustines comme la neige de culture.»

De son côté, le directeur de la station de-Font Romeu a récemment investi dans une nouvelle télécabine ultramoderne à 13,2 millions d'euros, et souligne que 2000 emplois dépendent de la neige dans le département : «Je veux bien qu'on nous montre du doigt, mais le ski est un gros pendant de l'activité locale, il reste le poumon économique de notre montagne. Il ne faut pas stigmatiser une profession, tout le monde doit faire un effort.» L'enneigement naturel étant de moins en moins certain

en montagne, avec une raréfaction de l'ordre de 10% à 40% d'ici à 2050 en France, les stations de moyenne altitude doivent faire leur transition, exhorte Vincent Vlès. Il recommande d'arrêter d'investir dans de nouveaux équipements (canons, remontées mécaniques, pistes...) sans se borner à une simple diversification, insuffisante car moins lucrative que le tout-ski.

«On a un attachement à nos stations, elles font partie du paysage depuis plusieurs générations. Mais il est raisonnable de prévoir le sevrage par rapport à l'or blanc. Soit on l'organise, soit on se prendra tout de plein fouet, sans avoir réfléchi à la reconversion des emplois...» met en garde l'écologiste David Berrué. «On doit passer dans la phase du renoncement», acquiesce Valérie Paumier, persuadée que les habitants seront les premiers à pâtir du manque d'anticipation. Et d'en appeler à des moratoires locaux sur l'arrêt du ski en montagne. «Il faudrait mettre autour de la table loueurs, agriculteurs, habitants permanents et secondaires, commerçants, tous ceux qui font la vie d'un village-station, et se dire : "On va à la cata, qu'est-ce qu'on fait de notre territoire?"»